

Construction de 12 logements collectifs et un domicile partagé

Le Belvédère Ilot 1

56 - CAUDAN

MAITRE D'OUVRAGE

MORBIHAN HABITAT
6 avenue Edgar Degas
56 008 VANNES cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES GENERALITES POUR TOUS LES LOTS



ARCHITECTE

Olivier Pouvreau Architectes
42 avenue de la Perrière
56 100 LORIENT
T. 06 70 78 22 19
contact@pouvreau.architecte.com



ECONOMISTE

Racine carrée
7 rue Vauban
56 100 LORIENT
T. 02 97 84 45 70
economistes@racinecarree.fr



BET FLUIDES

Become 29
54 Impasse Trélivalaire
29 392 QUIMPERLE
T. 02 98 39 06 97
become29@become29.com



BET STRUCTURES

OTI
7 rue LV Bourély
56 100 LORIENT
T. 02 97 64 14 74
infos@bet-oti.com



BET ACOUSTIQUE

ACOUSTIBEL
22 rue Turgé
35 310 CHAVAGNE
T. 02 99 64 30 28
rennes@acoustibel.fr

BET VRD ET GEOMETRE

Nicolas Associés
23 rue du Danemark
56 400 AURAY
T. 02 97 24 12 37
auray@sarlnicolas.fr

Sommaire de GENERALITES POUR TOUS LES LOTS

0 GENERALITES POUR TOUS LES LOTS.....	3
0.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES PARTICULIERES.....	3
0.1.1 Objet de l'opération	3
0.1.2 Maître de l'ouvrage	3
0.1.3 Maîtrise d'oeuvre	3
0.1.4 Consistance des travaux	4
0.1.5 Décomposition des lots.....	4
0.1.6 Limite de prestations	5
0.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	5
0.2.1 Prescriptions réglementaires	5
0.2.2 Marques commerciales et cahiers des charges des fabricants	5
0.2.3 Règles de l'art - Règles professionnelles	5
0.2.4 Dispositions constructives.....	6
0.3 SECURITE INCENDIE.....	8
0.3.1 Classement de l'établissement.....	8
0.3.2 Résistance au feu des éléments principaux de la structure	8
0.3.3 Locaux à risques.....	8
0.4 DONNEES GENERALES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT	8
0.5 ETUDE DE SOL.....	8
0.6 CONTROLE - FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	9
0.6.1 Types de contrôle	9
0.6.2 Vérifications techniques - fonctionnement des installations.....	9
0.7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
0.7.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.....	9
0.7.2 Documents remis	10
0.7.3 Implantation	10
0.7.4 Installations communes.....	10
0.7.5 Contrôle d'accès du chantier.....	10
0.7.6 Nuisances sonores	10
0.7.7 Réception préalable des abords.....	10
0.7.8 Nettoyage des abords	10
0.7.9 Libération des emprises du chantier et remise en état des voiries	11
0.7.10 Protection des ouvrages	11
0.8 OPTIONS ET VARIANTES.....	11
0.9 MISE EN OEUVRE.....	11
0.10 DOCUMENTS DE FIN DE CHANTIER.....	11
0.11 COMBINAISON - ORGANIGRAMME.....	11
0.12 BUREAU DE CONTROLE	12
0.13 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	12
0.14 O.P.C.....	12

0.15 PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES	12
0.16 RE 2020 - ETANCHEITE A L'AIR	12
0.16.1 Informations générales	12
0.16.2 RE 2020	13
0.17 MATERIAUX NON TRADITIONNELS	13
0.18 CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE	14
0.19 COMPTE PRORATA	14
0.20 PANNEAU DE CHANTIER	14
0.21 CLOTURE DE CHANTIER.....	14
0.22 NETTOYAGE - STOCKAGE	14
0.23 DECHETS DE CHANTIER	14
0.24 BRANCHEMENT D'EAU - ASSAINISSEMENT	14
0.25 BRANCHEMENT ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE.....	15
0.26 BRANCHEMENT TELEPHONE.....	15
0.27 PLAN GEOREFERENCEMENT	15
0.28 DOE.....	15

0 GENERALITES POUR TOUS LES LOTS

0.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES PARTICULIERES

0.1.1 Objet de l'opération

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les conditions d'exécution des travaux de la construction de :

12 logements et un domicile partagé
Site Le Belvédère
56 850 CAUDAN

Qui comporte

- 1 domicile partagé à RdC
- 12 logements collectifs

0.1.2 Maître de l'ouvrage

MORBIHAN HABITAT
6 Avenue Edgar Degas
56 000 VANNES

0.1.3 Maîtrise d'oeuvre

La mission confiée à l'Architecte est de type :

Mission de base (au sens de la loi M.O.P.) avec mission d'exécution.

L'Entreprise établira ses plans d'atelier et de chantier suivant ses techniques propres. ces plans seront soumis au visa du Maître d'oeuvre. Pour apprécier les documents, le concepteur se réserve le droit de demander aux entrepreneurs la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'ils envisagent d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Composition de la Maîtrise d'Oeuvre :

ARCHITECTE

Olivier POUVREAU Architecte
42, rue de la Perrière
56100 - LORIENT
Tél : 06.70.78.22.19.
Email : contact@pouvreau.architecte.com

ÉCONOMISTE DE LA CONSTRUCTION

RACINE CARREE
7, rue Vauban
56100 - LORIENT
Tél : 02.97.84.45.70
Email : e.simplot@racinecarree.fr
Interlocuteur : Emmanuel SIMPLOT

BET FLUIDES

BECOME 29
54 impasse Trélivale
29 392 QUIMPERLE
Tél : 02 98 39 06 97
E-mail : become29@become29.com

BET STRUCTURE

OTI
7, rue L.V. Bourély
56100 Lorient
Tél : 02 97 64 14 74
E-mail : infos@bet-oti.com

BET VRD

SELARL NICOLAS Associés
13 Rue du Sous-Marin Vénus
56100 LORIENT
Tel : 02 97 21 01 03
E-mail : frederic.chalard@sarlnicolas.fr
Interlocuteur : Frédéric CHALARD

0.1.4 Consistance des travaux

L'ensemble des travaux à réaliser pour l'opération définie ci-avant est décomposé par lots.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), complète, ou rappelle, le Cahier des Clauses et Conditions Générales (CCCG) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable.

La consistance des travaux de chaque lot est définie dans la description et position des ouvrages faite dans le présent CCTP. Ce document forme un tout ayant pour but de connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en oeuvre et les modes de construction compte tenu des plans établis par l'Architecte et les bureaux d'études.

Les propositions des Entreprises doivent prendre en compte toutes les sujétions et travaux nécessaires à la réalisation complète des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du Marché. Pas de modification du CCTP sans l'autorisation de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'oeuvre et du Bureau de contrôle.

Chaque Entreprise doit donc prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces, ainsi que des plans et devis descriptifs de tous les corps d'état.

0.1.5 Décomposition des lots

0 – GENERALITES POUR TOUS LES LOTS
Lot 1 - GROS OEUVRE
Lot 2 - ETANCHEITE
Lot 3 - METALLERIE
Lot 4 - MENUISERIES EXTERIEURES - FERMETURES
Lot 5 - CLOISONS SECHES - PLAFONDS - ISOLATION
Lot 6 - MENUISERIES INTERIEURES
Lot 7 - REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCES
Lot 8 - PEINTURE - NETTOYAGE GENERAL
Lot 09 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRES
Lot 10 - ELECTRICITE
Lot 11 - TERRASSEMENT – VOIRIE – ESPACES VERTS

0.1.6 Limite de prestations

Les limites de prestations sont indiquées dans les différents C.C.T.P.

0.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

0.2.1 Prescriptions réglementaires

Les travaux seront exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché, ils ne sont donc pas rappelés dans le descriptif.

Lorsque des références figurent, elles sont destinées à attirer l'attention de l'entrepreneur sur :

- Un document de parution récente qui aurait pu lui échapper.
- Un détail technique particulier pour lequel le descripteur n'a pas voulu recopier intégralement un texte figurant dans les documents réputés connus de l'Entreprise.

Les Entrepreneurs se référeront pour tous les ouvrages cités au CCTP, aux règlements de construction et aux Normes européennes en vigueur, à la date de dépôt du permis de construire.

Tout traitement complémentaire pour une mise en conformité devra également présenter les garanties nécessaires pour être en conformité avec la réglementation.

D'une façon générale, il est entendu que les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les Entrepreneurs avec tous les échantillons, procès verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'Ouvrage ou le Maître de l'Ouvrage, pourrait demander à l'Entrepreneur et à la charge de celui-ci, tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.

Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, ainsi que leur mise en oeuvre.

0.2.2 Marques commerciales et cahiers des charges des fabricants

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou équivalent", l'Entrepreneur peut proposer une autre marque, qu'il doit faire figurer clairement dans sa proposition tout en respectant les performances, les qualités technique, visuelle et qualitative de la prestation décrite au CCTP.

Dans les documents du marché la mention "ou équivalent " sera systématiquement supprimée ou réputée supprimée. L'Entrepreneur sera alors engagé sur les marques qui figureront dans ces documents, sans qu'il ait la possibilité de les modifier par la suite, sauf par voie réglementaire.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges de recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'Entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en oeuvre du produit ou du matériel.

0.2.3 Règles de l'art - Règles professionnelles

Document généraux

Seront considérés comme Règles de l'Art et, de ce fait, applicables contractuellement au Marché Entreprise, les Documents Techniques Unifiés, Cahier des Charges et Règles de calcul DTU, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction figurant dans le R.E.E.F., et les prescriptions techniques générales publiées par le C.S.T.B., ainsi que les Règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parues avant la date de lancement de la construction.

Ouvrages non décrits explicitement - Limites du présent CCTP - Travaux supplémentaires

Le C.C.T.P. décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur. Même s'il ne définit pas ou ne décrit pas dans le détail tous les ouvrages à exécuter mais qu'ils s'avèrent indispensables à la tenue et à la bonne exécution du bâtiment, ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie également sur une solution technique répondant au programme et est coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'Entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

L'Entrepreneur devra signaler à l'Architecte les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire dans tous les documents et les changements qu'il croirait utile d'apporter avant d'établir son offre.

Enfin, les Entrepreneurs devront se conformer à tous les ordres donnés par l'Architecte au cours des travaux mais aucun ouvrage ne pourra donner lieu à supplément pour quelque cause que ce soit s'il n'a pas été au préalable sanctionné par un ordre de service de l'Architecte.

0.2.4 Dispositions constructives

Trous, scellements, réservations, rebouchage, etc....

L'Entrepreneur de GROS OEUVRE est tenu d'exécuter tous les scellements, percements et raccords nécessités par les travaux de son lot.

Il devra également les réservations de trous dans le béton armé, le béton banché et les maçonneries pour les Entrepreneurs des corps d'état de second oeuvre sous la responsabilité de l'Entrepreneur intéressé et sous réserve que les différentes demandes aient été transmises pendant la période de préparation du chantier.

Les Entrepreneurs des différents corps d'état devront donc remettre pendant la période de préparation de chantier leurs plans de réservations, trous, passages, niches, trémies, etc..., au concepteur qui devra, après visa, faire procéder à leur exécution. En cas de non observation des prescriptions précédentes, les percements et raccords seront exécutés par l'Entrepreneur de GROS OEUVRE aux frais de l'Entrepreneur responsable.

Les scellements directs et les fixations mécaniques seront à la charge de chaque corps d'état intéressé, pour la mise en œuvre de ses installations.

Les différents raccords d'enduit ou de revêtement seront réalisés par l'Entrepreneur concerné (GROS OEUVRE, CLOISONS, REVETEMENT DES SOLS, PEINTURE, etc.), mais il est précisé qu'en cas de retard ou de malfaçons imputables à un autre corps d'état, les raccords seront exécutés à la charge de ce corps d'état, et seront de même nature que le support.

Les dispositions particulières ci-après seront en outre appliquées :

Menuiserie - Métallerie

L'Entrepreneur de GROS OEUVRE exécutera tous les trous nécessaires, sous réserve que les indications correspondantes soient données au concepteur dans les délais fixés plus haut ainsi qu'à ceux précisés dans le calendrier d'exécution.

Dans le cas de trous situés dans les maçonneries de parpaings, l'Entrepreneur de GROS OEUVRE pourra, soit les réserver (dans les conditions ci-dessus), soit les percer après coup.

Dans ce dernier cas, le MENUISIER ou le METALLIER traceront eux-mêmes la position des trous à percer.

L'Entrepreneur de GROS OEUVRE devra également le dressement des maçonneries et des appuis pour la mise en œuvre des calfeutrements non maçonnés à la charge du menuisier ou du métallier.

Le MENUISIER et le METALLIER assureront la mise en place, le scellement ou la fixation, le calfeutrement et le réglage de leurs fournitures.

Trémie dans les planchers

L'Entreprise de GROS OEUVRE réservera les trémies dans les planchers, sous réserve que les indications correspondantes soient données au concepteur dans les délais fixés plus haut ainsi qu'à ceux précisés dans le calendrier d'exécution.

L'Entreprise de GROS OEUVRE assurera les rebouchages des trémies à chaque niveau et fera tous raccords nécessaires, dans ses ouvrages dans le respect des règles de sécurité incendie, compte tenu du classement du bâtiment.

Trous, passages et réservation dans les façades refends, voiles, poutres et autres ouvrages verticaux.

L'Entreprise de GROS OEUVRE réservera les trémies dans les ouvrages verticaux, sous réserve que les indications correspondantes soient données au concepteur dans les délais fixés plus haut ainsi qu'à ceux précisés dans le calendrier d'exécution.

L'Entreprise de GROS OEUVRE assurera les rebouchages des trémies à chaque niveau et fera tous raccords nécessaires, dans ses ouvrages dans le respect des règles de sécurité incendie, compte tenu du classement du bâtiment.

Percements des cloisons et ouvrages non structurels

Les percements seront tracés et exécutés par les entreprises concernées. Le corps d'état intéressé mettra en place ses canalisations avec fourreaux correspondants.

Les scellements et rebouchages seront assurés par chaque entreprise concernée et devront reconstituer la nature et les performances de l'ouvrage traversé.

Fermetures extérieures

Travaux à réaliser en coordination avec les titulaires des lots :

- Gros Oeuvre
- Charpente bois
- Couverture
- Etanchéité
- Menuiseries Extérieures
- Métallerie.

Électricité - Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation

Réservations pour le passage des canalisations à la demande des entreprises concernées avec fourreaux dans l'épaisseur des maçonneries et ouvrages en béton armé.

L'Entrepreneur du lot concerné fournira et posera les fourreaux nécessaires : Les scellements, rebouchages et la finition seront assurés par l'Entrepreneur de GROS OEUVRE.

En ce qui concerne l'incorporation éventuelle de canalisations dans les ouvrages en béton armé ou banché, les entreprises chargées des lots correspondants devront coordonner leurs interventions avec le GROS OEUVRE.

Les entreprises concernées devront donc, s'engager à respecter strictement les calendriers d'exécution et les modalités d'intervention pour chaque tâche élémentaire, faute de quoi elles se verraient imputer toutes les conséquences d'immobilisation résultant d'une carence de leur part, il en sera de même pour tous travaux à exécuter en plafonds.

Échafaudages - Moyens d'acheminement des matériels et matériaux

Chaque lot aura à sa charge tous les moyens de manutention nécessaires quant à l'acheminement du matériel sur place.

Il en est de même quant aux moyens nécessaires pour la pose des ouvrages (échafaudages, platelage, élévateurs, grues, etc.) compte tenu des difficultés éventuellement rencontrées.

Suivant indications particulières dans le PGCSPPS, La grue du lot GROS OEUVRE pourra servir temporairement à la manutention et à la livraison de matériels et matériaux des autres corps d'état.

Le lot GROS OEUVRE aura également à sa charge, la pose de toutes les protections réglementaires, garde-corps, filets et veillera à leur maintien en place et à leur entretien jusqu'à la fin des travaux.

Traits de niveaux

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'Entrepreneur de GROS-OEUVRE. Il sera rapporté ou tracé à chaque étage autant que nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à incorporer au compte "prorata" la valeur de ce travail.

Joint de dilatation ou de rupture

Tous les entrepreneurs devront tenir compte pour leurs ouvrages de toutes sujétions dus à la présence des joints de dilatation indiqués sur les plans.

Le coupe-feu et le pare-flamme, l'étanchéité à l'air et à l'eau des ouvrages recoupés seront reconstitués à chaque joint.

Préchauffage déshumidification des locaux

Si il y en a une, la chaufferie du projet ne sera pas mise en service à des fins de préchauffage et de déshumidification des locaux. Chaque entreprise devra par ses propres moyens et pour ses ouvrages le préchauffage et la déshumidification des locaux si nécessaire.

0.3 SECURITE INCENDIE

0.3.1 Classement de l'établissement

Le bâtiment d'habitation est classé 2ème famille.

Le domicile partagé à RdC sera considéré comme ERP 5eme catégorie type J

0.3.2 Résistance au feu des éléments principaux de la structure

ERP :

Structure : SF 1/2 H.
Planchers : CF 1/2 H.

Logement 2 famille :

Structure : SF 1/2 H.
Planchers : CF 1/2 H.

0.3.3 Locaux à risques

Local vélos
Local Poubelle

0.4 DONNEES GENERALES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

Vent :

- Région vents : zone 3
- Concomitances pluies et vents : zone 2
- Catégorie de terrain d'environnement de la construction : IIIa.

Neige :

- Région A1.

Corrosion :

- Atmosphère corrosive : Atmosphère marine.

Bruit :

- Valeur d'isolement $D_{nTA,Tr} = 30$ dB sur l'ensemble des façades

Zone de sismicité :

- 2 [faible].
- Catégorie d'importance de bâtiment : II.

0.5 ETUDE DE SOL

Une étude de sol de type G2 AVP a été réalisée par la société ECR Environnement en octobre 2023 et elle est jointe au présent DCE.

0.6 CONTROLE - FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

0.6.1 Types de contrôle

Outre les contrôles réalisés par le Maître d'Oeuvre et suivant la demande du Maître d'Ouvrage, il est rappelé aux entreprises qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'elles réalisent, conformément aux articles ci-après. L'intervention du Maître d'Oeuvre ne limitant en rien leur responsabilité.

0.6.2 Vérifications techniques - fonctionnement des installations

L'article R 111-40 du Décret 78.1146 du 7 Décembre 1978 impose au contrôleur technique de s'assurer que les "vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante"

En ce qui concerne les Entreprises, ces vérifications techniques seront les suivantes :

Vérifications techniques

Les entreprises soumissionnaires devront présenter dans leur offre le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution, procès verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).

Les résultats de mesures et d'essais seront transcrits sur procès verbaux

La justification du classement de résistance et de réaction au feu des matériaux et les éléments de construction définis dans le présent CCTP sera apportée par présentation des PV d'essais ou notes de calcul suivant DTU. Ils devront dater de moins de 5 années au moment de leur mise en oeuvre.

Chaque Entrepreneur devra prévoir dans son offre les dispositions particulières relevant de sa spécialité en conformité avec la réglementation en vigueur pour l'accessibilité des handicapés dans les bâtiments d'habitation.

Fonctionnement des installations

Les entreprises devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC N°1.

Les résultats seront transcrits sur des procès verbaux établis suivant les modèles figurant dans le Document Technique COPREC Construction N°1 de Octobre 1998.

0.7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

0.7.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux

L'Entrepreneur est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre :

- Pris connaissance des lieux.
- Pris connaissance du CCAP et RC (Règlement de Consultation).
- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles fournies par le CCTP de son lot, des autres lots et des plans.
- Recueilli auprès du Maître d'Oeuvre tout renseignement complémentaire jugé utile et également pris tout renseignement utile auprès des Services Publics ou Services à caractère Public et concessionnaires.
- Vérifier la nomenclature des normes, DTU en vigueur ainsi que toute réglementation parue à la date de remise de l'offre.
- Avoir pris en compte toutes les observations portées dans le rapport initial de contrôle technique.

0.7.2 Documents remis

Les Marchés étant signés, l'Entreprise devra faire sienne de toute rectification ou modification nécessaire à l'obtention de la qualité attendue dans tous les détails de l'ouvrage : Elle ne pourra arguer des documents de base, ni utiliser ceux-ci pour des dérogations aux règles de l'Art ou à ces manquements aux volontés communes que tous doivent avoir pour mener le chantier à sa bonne fin.

Il est donc demandé aux entreprises de faire part au Maître de l'Oeuvre ou à son représentant, et ce avant la signature des marchés, de toutes imperfections ou omissions afin de parfaire le dossier.

Toute erreur ou omission devra être signalée par écrit par l'Entrepreneur lors de sa remise de prix.

0.7.3 Implantation

L'Entrepreneur du lot GROS-OEUVRE aura à sa charge l'implantation définitive du bâtiment à partir des éléments fournis par le Maître d'Ouvrage et l'équipe de conception. A ce titre, il devra fournir un certificat d'implantation dressé par un géomètre expert agréé par l'Architecte. Ce document, qui devra être établi aussitôt que possible, précisera notamment :

- Les axes et alignements de base.
- Les côtes de niveaux de sorties et des abords de bâtiment.

Il sera transmis à l'équipe de conception qui vérifiera la concordance avec son projet et sera ensuite adressé au Maître d'Ouvrage.

0.7.4 Installations communes

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

0.7.5 Contrôle d'accès du chantier

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

0.7.6 Nuisances sonores

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

0.7.7 Réception préalable des abords

Concernant les abords du projet, un procès verbal de prise en charge dresse l'état exact des lieux qui est remis à l'Entrepreneur du lot GROS OEUVRE à l'ouverture du chantier.

Ce procès verbal est établi à partir d'un constat d'huissier, à la charge de l'Entrepreneur de GROS OEUVRE qui porte notamment sur l'état des immeubles à conserver, des chaussées environnantes et des espaces verts.

0.7.8 Nettoyage des abords

L'Entrepreneur de GROS-OEUVRE a, à sa charge, sur les voies ouvertes à la circulation publique le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier.

Tout manquement de l'Entrepreneur à ces obligations entraînera de plein droit après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures, au nettoyage des voies par une entreprise au choix du Maître d'Oeuvre et aux frais et dépends de l'Entrepreneur.

0.7.9 Libération des emprises du chantier et remise en état des voiries

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, l'Entrepreneur procédera au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies publiques feront l'objet d'un procès verbal de constat des lieux contradictoirement entre l'Entrepreneur, l'équipe de conception et le Maître d'ouvrage. Chaque Entrepreneur est financièrement responsable de toute dégradation intérieure.

0.7.10 Protection des ouvrages

Chaque corps d'état est normalement responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements ; Il doit donc en assurer leur protection. Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage) seront enlevés en fin de chantier par chaque Entrepreneur et évacués à ses propres frais.

0.8 OPTIONS ET VARIANTES

Dans le cas ou des options (également appelées Prestations Supplémentaires Eventuelles ou PSE), sont demandées dans le CCTP, le soumissionnaire devra impérativement y répondre sous peine de forclusion.

Variantes selon C.C.A.P.

0.9 MISE EN OEUVRE

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur devra se rendre compte exactement des ouvrages qui lui sont livrés et faire part à l'Architecte, le cas échéant, de ses observations, etc....

Tout démarrage des travaux sans réserve préalable, correspond à une acceptation des lieux et conditions sans restriction.

0.10 DOCUMENTS DE FIN DE CHANTIER

Préalablement à la réception, les Entrepreneurs devront remettre au concepteur 3 exemplaires définitifs de leurs plans accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduit et d'entretien et la nomenclature des appareillages, mise en oeuvre dans les installations avant mention de leur marque, type, référence, certificat de garantie, etc..., pour constituer le dossier d'archives des ouvrages exécutés.

Un exemplaire sur informatique au format PDF sera également remis.

Devront également être joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation thermique, normes NF, spécifications U.T.E., CONSUEL, classement et labels, etc.

0.11 COMBINAISON - ORGANIGRAMME

Aucun organigramme n'est à prévoir sur le projet

Pour les local ménage et portes palières, l'Entrepreneur qui fournit un cylindre devra au minimum la fourniture de 3 clés au Maître de l'Ouvrage.

La fourniture et la pose des cylindres est à la charge de chaque lot concerné.

0.12 BUREAU DE CONTROLE

La Société retenue comme Bureau de Contrôle est la suivante :

SOCOTEC - 4 Rue Alice Coléno ZAC de Ketfichant Naturapole - 56100 LORIENT
TEL : 02 97 86 15 30

Le RICT est joint au présent DCE.

Chaque Entreprise est tenue de présenter à l'Avis de ce bureau l'ensemble de ses plans, notices techniques et notes de calculs.

La prestation de l'Entreprise comprendra les dispositions nécessaires au respect des prescriptions et à la levée des réserves éventuelles émises par le Bureau de Contrôle.

0.13 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La Société retenue comme Bureau de Coordination Sécurité et Protection de la Santé est la suivante :

BUREAU VERITAS 2 Rue de Suède, 56400 Auray
TEL : 02 40 92 07 12 ; mail : anthony.Poirier@bureauveritas.com

Le PGCSPS est joint au présent DCE.

La prestation de l'Entreprise comprendra les dispositions nécessaires au respect des prescriptions du PGCSPS.

0.14 O.P.C.

La Société retenue comme Maîtrise d'œuvre d'exécution et OPC est la suivante :

AR2CO
23 B RUE SAINT VINCENT FERRIER
56610 ARRADON

Contact : Nicolas Crussaire

0.15 PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

Les Entreprises devront être en mesure de présenter au Maître de l'Ouvrage les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement, les revêtements intérieurs relatifs à leur lot, en référence à l'application de la Norme NF P 01.010.

0.16 RE 2020 - ETANCHEITE A L'AIR

0.16.1 Informations générales

L'étanchéité à l'air du bâtiment, engendre de réaliser tous les calfeutrements de réservation, de passage de gaine, de tuyauteries, gaines et fourreaux électriques, de pose des ouvrants avec des matériaux résiliant étanches à l'air. En effet, un test d'étanchéité à l'air sera réalisé sur l'ensemble du bâtiment en cours et en fin de chantier. Par conséquent les attributaires des lots déficients devront reprendre à leur charge les défauts d'assemblage des équipements correspondant à leur lot. Chaque entreprise est responsable de la bonne mise en œuvre de leurs équipements.

0.16.2 RE 2020

Les logements collectifs sont destinés à être conforme à la RE 2020. La zone de bâtiment à usage d'hébergement (ERP) est hors RE2020

Cette conformité implique de la part des entrepreneurs des différents lots une mise en œuvre soignée au niveau de certains ouvrages notamment pour atteindre la perméabilité à l'air de référence.

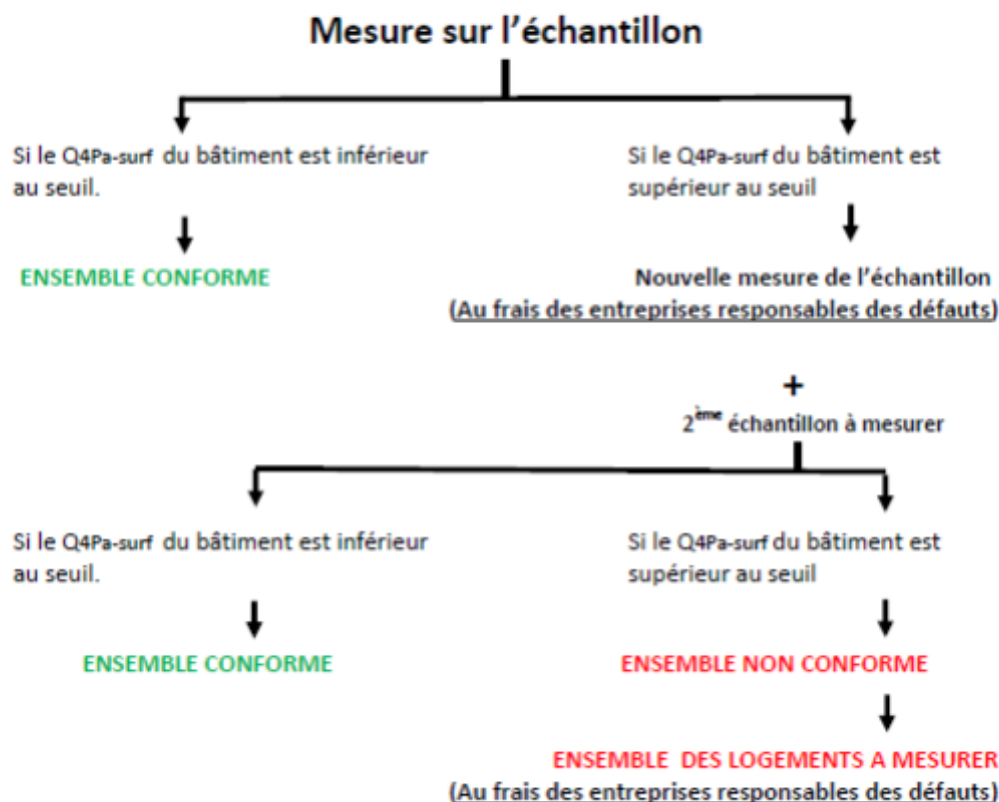
Pour bénéficier de la conformité RE 2020, la perméabilité à l'air (Q4Pa-Surf) doit être inférieur ou égale à **0,85m³/h.m²**

Ce résultat sera vérifié avant la réception. S'il s'avère que cette limite est dépassée, il sera nécessaire de mettre en œuvre des mesures correctives des défauts. Ces travaux correctifs seront à la charge de l'Entreprise concernée par ces défauts compris les travaux de démolitions.

Un test intermédiaire de perméabilité à l'air sera réalisé en cours de chantier lorsque le bâtiment sera hors d'eau - hors d'air pour apporter les éventuelles corrections sans destruction des ouvrages.

En fin de chantier, une mesure de la perméabilité à l'air sera effectuée par un bureau d'études techniques agréé et un PV des résultats sera délivré.

DANS LE CAS DE LOGEMENTS COLLECTIFS



0.17 MATERIAUX NON TRADITIONNELS

Sauf prescriptions particulières, les matériaux ou procédés non traditionnels devront faire l'objet d'un Avis Technique du CSTB, valable à la date d'exécution des travaux. Les Avis faisant l'objet de réserves ne seront pas admis.

Dans le cas d'un Avis Technique la mise en œuvre seront conformes aux préconisations du fabricant et de l'Avis Technique.

Les matériaux ou procédés non traditionnels avec un Avis Technique devront avoir l'accord du Maître de l'Oeuvre et du Bureau de Contrôle avant toute mise en œuvre.

0.18 CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

0.19 COMPTE PRORATA

Suivant le PGCSPS et annexes du CCAP.

La dernière situation ou facture ne sera visée qu'après paiement de l'intégralité des sommes dues au compte prorata par l'entreprise.

0.20 PANNEAU DE CHANTIER

L'affichage publicitaire des Entrepreneurs est interdit sur le chantier sauf sur un panneau commun dont le projet et l'implantation seront approuvés par l'équipe de conception et le Maître de l'Ouvrage.

Le lot GROS-ŒUVRE a à sa charge la réalisation du panneau de chantier suivant charte MORBIHAN HABITAT.

Dimension à respecter : 2,00 x 3,00 m.

0.21 CLOTURE DE CHANTIER

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, [PGCSPS].

0.22 NETTOYAGE - STOCKAGE

Suivant Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, [PGCSPS].

0.23 DECHETS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur procédera au tri de ses déchets de construction et se chargera de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockage de chantier prévus à cet effet.

Les déchets dangereux, (D.I.S.), pourront être stockés temporairement sur le chantier, dans ce cas, ils devront être stockés dans des conteneurs étanches.

L'enlèvement, le transport et le coût de traitement sur sites susceptibles de recevoir les déchets sont à la charge de chaque entrepreneur.

Les déchets seront classés par familles selon le PGCSPS.

Les entreprises devront respecter la charte Chantier propre.

0.24 BRANCHEMENT D'EAU - ASSAINISSEMENT

Suivant indications dans le PGCSPS.

0.25 BRANCHEMENT ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE

Suivant indications dans le PGCSPS.

0.26 BRANCHEMENT TELEPHONE

Suivant indications dans le PGCSPS.

0.27 PLAN GEOREFERENCEMENT

L'entreprise du lot PLOMBERIE - SANITAIRES - CHAUFFAGE - VENTILATION devra remettre au Maître d'Ouvrage un plan de géo référencement (x-y-z), précisant les positions de l'ensemble des réseaux, canalisations, fourreaux et équipements enterrés (puisards, pompes, regards, etc.).

0.28 DOE

Chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ces documents sont remis sous un format numérique conforme au format et aux caractéristiques définis par les documents particuliers du marché